

SOMMAIRE

Page 1

L'entente cordiale.
Mobilité : la Région s'exprime.

Page 2

La Banque Privée pour les patrimoniaux.
Les CAUE se mettent en mouvement.

Page 3

Le club des grandes entreprises.
Les deux en un de l'EM Normandie.

Page 4

Le groupe IMA à Rouen.
Brèves.

Mobilité : la Région anticipe.

Hervé Morin aime prendre les devants pour ne pas être pris au dépourvu.

- Sans attendre la LOM, la nouvelle loi d'orientation sur les mobilités (rendez-vous en 2020), il va ouvrir ce lundi 5 novembre à Caen, les États généraux de la mobilité en Normandie.
- Depuis que sa politique "Apprentissage" a été mise à mal par la réforme voulue par l'État, la mobilité est devenue sa grande priorité, là où il veut montrer sa différence.
- L'objectif des États généraux est de proposer aux élus une plate-forme d'échanges et de concertation sur les enjeux mobilité des différents territoires afin de faire entendre la voix de la Normandie dans le cadre de la préparation de la loi LOM.
- On y parlera, bien sûr, d'infrastructures (LNPN, Contournement Est, etc.), mais aussi, et surtout de services urbains et interurbains, avec tous les grands opérateurs (SNCF, Transdev, sans oublier le covoiturage avec Karos, par exemple...) afin de répondre "durablement" aux besoins des Normands.

Commentaire : les États généraux se poursuivront jusqu'en juin 2019 ; le plan de transport 2020 sera alors présenté ; le VP. "Transports", Jean-Baptiste Gastinne est à la manœuvre.

L'entente cordiale...

• Fabienne Buccio joue la carte du G.5.

Comme ils le font tous les 6 mois depuis la création de la réunification, les présidents des Départements se sont retrouvés pour un nouveau G.5, fin octobre, dans le Calvados. Leur invitée : Fabienne Buccio, préfète de la région.

- À cette occasion, ils ont conclu *"un partenariat fort entre l'Etat et les Départements pour la rénovation du patrimoine historique local"*. Concrètement, l'État va augmenter sa contribution à la rénovation des monuments classés de 1 M€ par an pendant 5 ans (rappelons que sa participation actuelle est de 15 M€) tandis que les Départements, qui consacrent 5,25 M€ à cette politique de sauvegarde, vont abonder d'au moins 15% les travaux prioritaires identifiés dans les petites communes. C'est bien...mais là n'est pas le plus important.
- Le plus important est le resserrement des liens entre la préfète et les présidents des 5 départements. L'autre jour, elle est venue leur parler de la bonne organisation des services publics locaux et de la future réforme de l'organisation territoriale de l'État. Ils sont tombés d'accord pour dire qu'ils devaient relever ensemble *"les défis du vieillissement, de la cohésion territoriale, des transitions écologiques et numériques ou encore de la lutte contre l'exclusion, en conjuguant efficacité et clarté."* C'est bien.

À noter : les présidents en ont profité pour remettre à la préfète une contribution par laquelle ils entendent renforcer leur rôle de chefs de file des solidarités sociales et territoriales, pour accroître la lisibilité et la performance de leurs services, à moyens équivalents. Fabienne Buccio les a remerciés et tout le monde est reparti content. C'est bien.

• Le G.5 comme contrepoids à Hervé Morin.

Derrière la satisfaction affichée par les participants se cache une autre réalité, plus politique.

- Entre Fabienne Buccio et Hervé Morin, les relations sont compliquées. Le Président de la Région est très critique à l'égard de l'État jacobin, représenté en Normandie par sa préfète, alors qu'il se définit lui-même comme un incorrigible Girondin. Entre les deux, ce n'est pas facile.

Question : comment éviter le piège d'un face-à-face stérile ?

Au nom de l'État, Fabienne Buccio a choisi sa stratégie : se rapprocher des Départements afin qu'ils fassent "contrepoids".

- Avec eux, les choses sont plus faciles : Pascal Martin (76) est proche d'Édouard Philippe (qui est venu le décorer à Rouen), Pascal Lehongre (27) est un fidèle parmi les fidèles de Sébastien Lecornu, Jean-Léonce Dupont (14), lui, apprécie personnellement Fabienne Buccio (qu'il a connue jadis quand elle était sous-préfète à Bayeux), et en travaillant avec elle, il rappelle à Hervé Morin que la Région n'est pas omnipotente et qu'elle doit

PLPN 3 : la copie est à revoir.

Dépendante du ministère de la Transition écologique et solidaire, l'Autorité Environnementale qui vérifie la valeur environnementale des projets vient d'émettre un avis réservé sur le dossier PLPN 3, le nouveau Parc logistique du Pont de Normandie.

- C'est une mauvaise nouvelle pour le GPMH qui prévoyait de commercialiser une bonne partie de cette plate-forme de 100 ha auprès des logisticiens et des transporteurs.
- L'AE considère en effet que *"les raisons d'artificialiser cette nouvelle emprise apparaissent insuffisamment démontrées"* et elle invite le GPMH à revoir sa copie pour limiter les impacts du PLPN 3 sur les eaux, les espèces, mais aussi les hommes, via la sécurité routière.

La Normandie fait mieux...

Les chiffres du chômage du troisième trimestre 2018 montrent que la Normandie fait mieux que la France puisque le nombre de ses demandeurs d'emploi de catégorie A baisse légèrement (- 0,3%) alors qu'il progresse de 0,5% dans le pays.

- Apprécié sur un an, l'écart est aussi important : - 2,9% en Normandie contre - 1,2% en France.
- La Normandie compte aujourd'hui 167 000 demandeurs d'emploi de catégorie A et 288 000 toutes catégories confondues.
- Pour les catégories A, sur un an, c'est en Seine-Maritime que les progrès sont les plus spectaculaires : la baisse est de 3,7% !

À noter : l'amélioration ne touche pas les femmes et les plus de 50 ans.

Nicole Klein chez de Rugy

Ancienne préfète de Normandie (du 1^{er} janvier 2016 au 5 mars 2017), Nicole Klein devient la directrice de cabinet de François de Rugy, ministre de la Transition écologique.

- Rappelons qu'elle a géré, à Nantes, la délicate évacuation de la ZAD de Notre-Dame-des-Landes.

À noter : elle devait partir à la retraite le 30 novembre prochain.

Les DGS des communautés.

La prochaine assemblée générale des DGS des communautés de France se tiendra les 4 et 5 juillet prochains au CID de Deauville.

compter avec les Départements. Ce que pensent également Marc Lefèvre (50) et Christophe de Balorre (61).

Mon commentaire : en Normandie, entre l'État et les Départements, c'est aujourd'hui l'entente cordiale.

Caisse d'Épargne Normandie

Une "Banque Privée" pour les "patroniaux".

Les choses bougent vite depuis l'arrivée de Bruno Goré à la tête de la Caisse d'Épargne de Normandie. Dernier épisode en date, pour répondre aux besoins spécifiques de ses 120 000 clients patrimoniaux (comprenez les plus riches), il vient de créer la "Banque Privée", une nouvelle entité concentrant toute l'expertise nécessaire à cette clientèle "haut de gamme".

- L'équipe, constituée de sept personnes, un directeur, quatre banquiers privés et deux assistants, travaillera notamment en étroite synergie avec les Centres d'affaires de la Caisse d'Épargne Normandie, qui comptent parmi leurs clients, des entreprises, des associations gestionnaires, des collectivités territoriales...

À savoir : depuis 12 ans à la CEN, Christophe Quesne est le directeur de la Banque Privée.

Information, formation, conseil.

Les CAUE normands se mettent en mouvement.

Le 19 octobre, à Pont-Audemer (27), la remise des "Prix de l'Architecture et de l'Aménagement Normands 2018" a été la première manifestation publique organisée par la toute nouvelle Union régionale des CAUE de Normandie, le Conseil d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement.

- Cette manifestation fut l'occasion de saluer la qualité de nombreuses réalisations architecturales - le grand prix a été attribué au nouveau Palais de Justice de Caen -, mais aussi de rappeler l'importance des missions d'information, de formation et de conseil menées par les CAUE départementaux auprès des collectivités publiques. Rappelons que l'architecture et l'urbanisme sont des "marqueurs d'attractivité" nécessaires au développement durable des territoires ; les CAUE servent ici l'intérêt général.
- Parce qu'elle facilite le partage d'expérience, de bonnes pratiques et d'information, la création de l'Union régionale est déjà une avancée positive. Mais sa valeur ajoutée va bien au-delà puisqu'on attend d'elle qu'elle soit

Et pendant ce temps-là...

• Alençon : le luxe d'une querelle dyarchique.

Depuis la démission de Joaquim Pueyo, devenu député, les choses n'ont jamais été faciles entre les deux hommes qui lui ont succédé, le premier comme maire d'Alençon - il s'agit d'Emmanuel Darcissac -, le second comme président de la Communauté urbaine - il s'agit d'Ahamada Dibo.

- Dès septembre 2017, ils se sont opposés sur l'organisation de leurs équipes respectives, plus récemment à propos de la répartition des logements sociaux, ils continuent de le faire aujourd'hui sur les questions médicales. Bref, ça ne s'arrange pas.

- *"C'est toujours comme ça quand il y a deux crocodiles dans le même marigot"* commente cet observateur. Il a raison : quand le maire de la ville-centre n'est pas le président de l'intercommunalité, c'est source de désordre, il y a un homme en trop : conflit de leadership et opposition d'ego.

- En l'occurrence, le marigot d'Alençon est tout petit. D'autant plus petit que sa population "rétrécit" ; le territoire n'a manifestement pas les moyens de s'offrir le luxe d'une querelle dyarchique.

La situation est suffisamment préoccupante pour qu'Alain Lambert, ancien maire de la ville et président de la CUA, cherche à faire pencher la balance : "sans la CUA, Alençon ne serait rien" dit-il à Ouest France. Tout est dit.

CESER : les limites du plan H2O.

À propos du plan "Normandie Hydrogène" voté par les Conseillers régionaux, le CESER, qui se félicite de "cette ambition fédératrice", fait toutefois deux remarques importantes.

- 1 - Le budget annoncé (15 M€ pour les 5 ans à venir) risque d'être "en deçà des besoins pour répondre à l'ambition de la Normandie de se hisser au premier rang des régions françaises". Le CESER pointe notamment les coûts élevés de production et d'installation des stations.
- 2 - Par ailleurs, il s'interroge sur "la frilosité actuelle de la majorité des fabricants automobiles français à se tourner vers cette énergie, ce qui ne facilitera pas l'appropriation par les usagers potentiels."

Christophe Bouillon et l'APVF.

Bien qu'il ne soit plus maire depuis longtemps (avant même le vote de la loi, il s'était appliqué à lui-même la règle du non-cumul), Christophe Bouillon, le député PS de Seine-Maritime, a eu une excellente idée en se faisant élire président de l'Association des petites villes de France.

- De prime abord "secondaire", cette fonction nationale lui permet en effet d'être un interlocuteur du gouvernement sur toutes les questions relatives aux collectivités locales.
- En juin dernier, Edouard Philippe l'avait rencontré aux Assises de l'APVF à Autun ; il y a 15 jours, il a été reçu par Jacqueline Gourault et Sébastien Lecornu pour "ouvrir un dialogue exigeant et constructif", ils ont parlé finances locales, revitalisation des centres-villes et modernisation des mandats locaux.
- Résultat, alors que la Fabusie s'est effondrée, Christophe Bouillon est un élu qui sait se repositionner et avec lequel il faut toujours compter. "Aujourd'hui, l'important n'est plus l'étiquette, mais l'homme", c'est ce qu'on se dit quand on le voit.

Mon commentaire : rappelons qu'il n'a pas envie de se représenter à la députation et qu'il se prépare pour les municipales à Barentin (76), pour beaucoup d'habitants, sa candidature est déjà une évidence puisque le maire actuel, Michel Bentot, aux commandes depuis bientôt 30 ans, a annoncé son retrait.

force de proposition, en particulier auprès des EPCI, pour aider leurs élus à élaborer leurs nouveaux documents d'urbanisme et à s'emparer - à la bonne maille - de certains sujets de société comme la revitalisation des centres bourgs, la transition énergétique, les questions de biodiversité ou encore l'urbanisme commercial.

À noter : l'Union régionale des CAUE de Normandie est présidée par Xavier Hubert (par ailleurs président du CAUE 27), elle est domiciliée au 51, de la rue Joséphine à Évreux, Fabien Tessier est son directeur, Sabine Guitel, sa secrétaire générale.

Nouveau et intéressant...

Création du club des grandes entreprises normandes.

À l'initiative de Marc Maouche (Orange), Alban Verbecke (EDF) et Olivier Berthelot (Renault), le Club des grandes entreprises de Normandie (les plus de 1 000) vient d'être créé. Son objectif est d'offrir à ses adhérents un espace permanent d'informations et d'échanges de bonnes pratiques sur tous leurs enjeux communs (innovation, emplois, investissements, relations avec les PME/ETI...) et un lieu de rencontre avec les acteurs de la stratégie régionale, en particulier la Région.

- Hervé Morin soutient l'opération en mettant les services de l'ADN et de l'Agence d'attractivité à la disposition du Club. Il veut en effet renforcer le sentiment d'appartenance à la Normandie et générer de la fierté collective.
- Prochaine étape : la définition d'un programme de travail pour accroître l'ancrage territorial des entreprises et développer l'attractivité régionale ; c'est une étape importante, mais difficile : que faire ensemble ? Là est la question.

À noter : d'Agrial à la Caisse d'Épargne, en passant par la Matmut, Engie ou Naval Group, une quinzaine d'entreprises ont déjà répondu présentes.

Deauville : la 1^{ère} université des entrepreneurs.

"Nous proposons aux dirigeants normands de marquer une pause d'une journée afin de se poser les bonnes questions". Ainsi s'exprime Nicolas Lizart, secrétaire général du MEDEF Normandie, l'un des organisateurs de la 1^{ère} université des entrepreneurs normands qui se tiendra ce mardi 6 novembre à Deauville, au CID.

- À l'ordre du jour, une réflexion sur le thème "Transformer ou révolutionner

Et pendant ce temps-là...

• Le "deux en un" de l'EM Normandie et de la Cité Numérique.

Sauf imprévu, le chantier du bâtiment qui abritera l'EM Normandie et la Cité Numérique, quai Frissard au Havre, s'achèvera fin 2019. 9 100 m² seront affectés à l'EM Normandie et 3 600 m² à la Cité Numérique.

- Ce "deux en un" symbolise tout à la fois l'ambition "enseignement supérieur" de la place havraise et son ambition "french tech". Il sera l'un des points d'appui du campus "Le Havre-Normandie", voulu par Édouard Philippe à l'interface ville/port. L'objectif est de construire un écosystème maritime et portuaire, unique en France, répondant aux besoins des chargeurs, des industriels, des chercheurs et des étudiants. L'opération a été lancée en 2012 avec l'implantation de Sciences-Po, de l'INSA, du Pôle SPI ; d'autres étapes ont été franchies en 2015 (inauguration de l'ENSM) et 2016 (restructuration de l'ISEL), en 2019, les nouveaux locaux de l'EM Normandie et de la Cité Numérique parachèveront l'opération.

À propos de la Cité Numérique (incubateur, pépinière, cantine numérique, fablab...), son programme est encore largement ouvert à travers l'appel à projets accessible sur campus-lehavre-normandie.fr. À compter du 15 novembre, tous les acteurs intéressés pourront partager les propositions et projets pour cet équipement exceptionnel.

Christophe Bouscaud.

Directeur d'Orne Habitat, Christophe Bouscaud vient d'être élu président de la Fédération nationale des DG des Offices publics de l'habitat.

Peggy Abert à la SILOGE.

Après le départ en retraite de Patrick Plossard (qui était en désaccord avec le président Jean-Hugues Bonamy), Peggy Abert vient d'être nommée directrice générale de la SILOGE, l'un des 3 grands bailleurs de l'Eure.

- Elle connaît l'entreprise pour y avoir fait toute sa carrière depuis 20 ans.

Commentaire : sa nomination intervient au moment où la loi Élan va profondément bouleverser le paysage des bailleurs sociaux en obligeant les plus petits à se regrouper avec les grands ; dans l'Eure, l'idée d'une fusion entre Eure Habitat, la SECO-MILE et la SILOGE fait son chemin.

Jean-Christophe Blanc-Aubert.

Rejoint aujourd'hui le cabinet de Luc Lemonnier pour diriger la communication de la Ville du Havre et de la future Communauté urbaine.

Il était jusqu'à présent DGA de Caux-Estuaire. Rappelons aussi qu'il dirige depuis un an le Pôle métropolitain de l'Estuaire.



Vous voulez vous abonner ?

C'est très simple, contactez :

Béatrice Tierce au 02 32 49 26 44

beatrice.tierce@wanadoo.fr

14, rue de l'Argillière - 27910 Les Hogues

Abt : 250 € TTC/an pour 44 n° (TVA 2,1%)



Récits des hauts faits, projets, humeurs et ambitions des responsables de la Région

Lettre hebdomadaire éditée par :

Chroniques et Actions

14, rue de l'Argillière, 27910 Les Hogues
Tél. 02 32 49 33 21 - 06 11 10 81 22

N° CPPAP : 1008 | 88511 - ISSN 2117-9743

Impression : Chroniques et Actions

Directeur de la publication :

Bertrand Tierce

Rédacteur en chef :

Bertrand Tierce

Abonnement : 250 € TTC/an pour 44 n°
(TVA 2,1%)

Chroniques et Actions

SAS au capital de 8 000 Euros
SIRET : 488 406 752 00011 • RCS Evreux

nos entreprises ?”

Une belle affiche : Bruno Le Maire, Luc Ferry, Stéphane Diagana, Christophe Barbier et beaucoup d'autres.

Agenda partagé : lancement de l'appli. “ProNormandie”.

ProNormandie est l'agenda partagé et collaboratif professionnel qui permet de donner de la visibilité aux événements normands, en renforçant du même coup leurs chances de réussite. Pour les utilisateurs, c'est l'assurance d'être “là, où il faut, au bon moment”.

Positif : cette application est une création originale de Réseapro, une start-up alliant les compétences digitales de la société Siquat (Maxime Houx) et les compétences “réseaux” d'Actions & Territoires (Fabienne Corruble).

Effet Matmut.

Group IMA : un “effet collatéral positif” pour Rouen.

D'une certaine façon, c'est un effet collatéral positif de l'accord passé entre la Matmut et Cardif IARD. Domicilié à Niort, le groupe IMA (Inter Mutuelles Assistance) ouvre, ce lundi 5 novembre à Petit-Quevilly près de Rouen, un site opérationnel de 4 300 m², capable d'accueillir 300 postes de travail.

- Pour Claude Sarcia, le président d'IMA, il s'agit d'accompagner la croissance du groupe, tout en renforçant ses liens avec ses actionnaires : la Matmut, Cardif IARD et MAE.

- À l'ouverture, une soixantaine de salariés dont une vingtaine de collaborateurs niortais en détachement seront présents. Le centre d'assistance de Rouen traitera prioritairement les aspects concernant l'assistance déplacement : dépannage-remorquage, véhicule de remplacement, solutions de relogements en cas d'urgence, rapatriement...

- D'ici à la fin de l'année, 120 emplois seront créés : 110 chargés d'assistance, des managers et des fonctions support pour accompagner au quotidien les nouveaux collaborateurs. En complément de mobilités proposées aux collaborateurs du Groupe IMA, les recrutements locaux seront organisés avec Pôle Emploi et le support de Rouen Normandy Invest. À terme, 250 salariés seront présents sans compter les recrutements de chargés d'assistance en contrats saisonniers.

Mon commentaire : Rouen conforte ainsi sa position comme pôle d'assurance d'envergure nationale.

Et pendant ce temps-là...

• Le nouveau bac de Pascal Martin.

Le Département 76 (Pdt. Pascal Martin), qui exploite 10 bacs fluviaux et maritimes sur la Seine, a décidé de renouveler sa flotte vieillissante. Il vient de passer commande d'un nouveau bac (le “Bac 24”) aux Établissements Merré de Nort-sur-Erdre (44) pour assurer la liaison entre Quillebeuf-sur-Seine (27) et Port-Jérôme-sur-Seine (76). Livraison : en 2020 - coût de l'opération : 6 M€ financés par Départements 76 et 27 (2,4 M€ chacun) et la Région (1,2 M€).

• Christian Marquis restructure son capital.

Spécialisée dans l'aménagement des combles et la surélévation de toiture, la SAS Combles d'En France (Bernay - 27), dirigée par Christian Marquis, achève la restructuration de son capital pour accélérer son développement.

- Outre Christian Marquis, ses nouveaux actionnaires sont : Normandie Participations, Bpifrance, Caisse d'Épargne, Normandie Capital... et 1/3 de l'effectif salarié du groupe. Combles d'En France va réaliser un CA. de 8M€ cette année contre 5,1 M€ en 2017 ; pour l'avenir, elle veut se développer sur le marché de la surélévation et travailler sur le maintien à domicile des séniors.

Rappel : Christian Marquis n'est pas un inconnu, il fut délégué général de l'ADEAR, l'ancienne agence de développement économique du Grand Rouen.